

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Irlande

Une publication du SE de Dublin
1^{er} trimestre 2026

A la une

LE CHIFFRE A RETENIR

755 M EUR

Le montant total du paquet de mesures annoncé par le gouvernement irlandais pour faire face à la hausse des prix de l'énergie

L'Irlande n'est pas épargnée par la crise énergétique déclenchée par le conflit au Moyen-Orient. L'île importe environ 80% de sa consommation d'énergie, encore très largement carbonée : les énergies renouvelables ne représentent encore que 15% du mix énergétique, tandis que le transport dépend encore à 93% des énergies fossiles, et la production d'électricité à 45% - dans un pays marqué par la hausse de la demande d'électricité pour les centres de données, qui représentent plus de 20% de la consommation d'électricité. La hausse des prix de l'énergie a donc un impact considérable sur l'activité économique irlandaise : la Banque Centrale a réduit ses prévisions de croissance du PIB pour 2026 de 3,1 à 1,3%, tandis que l'inflation a atteint 3,6% en mars. Dans un premier temps, le gouvernement avait annoncé un plan d'aide évalué à 250 millions d'euros – plan que le gouvernement qualifiait « d'équilibré », entre soutien à la population et aux entreprises et stabilité des finances publiques. A la suite des manifestations organisées par les agriculteurs et les transporteurs en avril, bloquant une partie du pays dans l'espoir d'un plafonnement du prix du carburant et la suspension de la taxe carbone, le gouvernement a dévoilé un nouveau paquet d'aides d'un montant de 505 millions d'euros. L'Irlande ne souhaite pas augmenter ces dépenses discrétionnaires, mais au contraire investir sur le long-terme pour la sécurité énergétique du pays. Le déploiement des énergies renouvelables reste toutefois trop lent et les interconnexions électriques, dont celle avec la France prévue en 2028, ne permettront pas de satisfaire la demande en totalité ; de quoi relancer le débat sur la levée de l'interdiction du nucléaire, y compris au sein même du gouvernement.

TABLEAU DE BORD

Croissance du PIB
(T4 2025 g.a.) :
+2,2%

Croissance de la
Modified Final Domestic
Demand
(T4 2025, en g.a.) :
+6,6%

Inflation (HICP)
(mars 2026, en g.a.) :
+3,6%

Taux de chômage
(Mars 2026) :
4,7%

Indice annuel des prix
d'accès à la propriété
(Janvier 2026, en g.a.) :
+6,1% (Dublin)
+7,7% (hors Dublin)

Volume des ventes de
détail
(Février 2026, en g.a.):
+0,8%

Croissance et activité économique

Le PIB de l'Irlande a connu en 2025 un taux de croissance de +12,3%.

Au T4 2025, le taux de croissance du PIB s'est élevé à +2,2% en glissement annuel (g.a.), en net ralentissement par rapport aux trois trimestres précédents qui avaient connu un taux de croissance du PIB à deux chiffres. Ce ralentissement de la croissance se constate aussi en termes de glissement trimestriel, le T4 2025 ayant enregistré une croissance négative (-3,8%)¹. Malgré cela, le PIB a crû de manière exceptionnelle en 2025, avec un taux de +12,3%, plaçant l'Irlande en tête des économies les plus dynamiques de l'OCDE, et devrait augmenter de +1,3% en 2026 et +4,3% en 2027. La croissance de la *Modified domestic demand* (MDD), qui s'est établie à +4,7% en 2025, serait ramenée à +2,6 % en 2026 et à +1,9 % en 2027.

La Banque Centrale Irlandaise revoit ses prévisions pour 2026 à la baisse, en lien avec le contexte international

La Banque centrale irlandaise (BCI) a récemment révisé ses prévisions de croissance à la suite du déclenchement du conflit en Iran : elle a corrigé ses dernières prévisions du taux de croissance du PIB irlandais pour 2026 de +3,1% à +1,3%, ralentissement qui devrait néanmoins être rattrapé par des prévisions revues à la hausse pour 2027 et 2028 dans son scénario de référence. Les estimations du taux de croissance de la MDD passent quant à elle de +3% à +2,9% pour 2026 et de +2,8% à +2,5% pour 2027. Dans deux scénarii où la crise énergétique continue à des ampleurs différentes, les anticipations sont néanmoins plus pessimistes : dans le cas du scénario « *adverse* », la MDD augmenterait en 2026 de +2,4% et de +2% dans le cas du scénario « *severe* ».

Le taux de chômage, en hausse en 2025, demeure stable au T1 2026.

Le taux de chômage a légèrement augmenté en 2025, passant de 4,3 % en 2024 à 4,7%. Sur une base trimestrielle, ce taux s'est établi à 4,4 % au T4 2025, contre 5,3% au trimestre précédent, et a atteint 4,7% pour le mois de mars (+0,1% par rapport au mois précédent). Les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentaient la catégorie la plus touchée par le chômage, avec un taux à 12,5% (+0,1% par rapport au mois précédent). Au-delà de l'influence saisonnière, le ralentissement dans les secteurs du commerce de détail et de l'hébergement contribue à une hausse du taux de chômage des jeunes, compte tenu de la concentration sectorielle généralement parmi cette catégorie. Pour les années à venir, la BCI prévoit une hausse graduelle du taux de chômage qui se fixerait à 4,9% en 2026, à 5,1% en 2027 et à 2028.

¹ Calcul effectué aux prix de marché constant et en incluant l'ajustement saisonnier.

Finances publiques

En 2025, le gouvernement irlandais a récolté 105,7 Mds EUR de recettes fiscales (+8,9% en g.a.).

Cette dynamique est principalement portée par les recettes d'impôt sur les sociétés (IS), qui atteignent 32,9 Mds EUR (hors décision de la CJUE sur le cas Apple²), en hausse de +17,2% par rapport à 2024, et qui sont principalement générées par les multinationales américaines (voir article suivant). Les recettes de TVA s'élèvent à 22,9 Mds EUR (+5,1%), tandis que les recettes d'impôt sur le revenu (IR) atteignent 36,6 Mds EUR (+4,3%). Selon le gouvernement irlandais, l'excédent budgétaire s'élève à 7,1 Mds EUR en 2025. Ces excellents résultats se maintiennent au T1 2026, avec une augmentation de +3,4% des recettes fiscales en g.a. Sans compter le transfert vers leurs fonds souverains de 1,6 Md EUR, le gouvernement irlandais connaît un excédent budgétaire trimestriel de 1,4 Md EUR.

Seulement trois entreprises multinationales comptent pour près de la moitié des recettes d'impôt sur les sociétés.

Dans une publication de février 2026, l'IFAC (*Irish Fiscal Advisory Council*) estime qu'en 2024, Apple, Microsoft et Eli Lilly³ ont compté pour 46% des recettes d'IS, part qui s'établissait à 38% en 2023 et à 43% en 2022. Pour les seules entreprises de la tech, les deux géants américains ont payé 11 Mds EUR en 2024, soit 40% des recettes dégagées par l'IS. Si l'on considère les dix plus gros contributeurs à l'IS, leur part s'élève à 59% pour l'année 2024. L'IFAC alerte sur le fait que les recettes fiscales deviennent ainsi exposées aux aléas d'une poignée d'acteurs privés et les décisions qu'ils prennent.

La note de solvabilité de l'État irlandais délivrée par S&P passe de AA à AA+.

Il s'agit de la première révision à la hausse de la note de l'Irlande par S&P depuis mai 2023. C'est également la première fois depuis 2009 que S&P attribue à l'Irlande la note AA+, un niveau en-dessous du plus haut niveau AAA. Au moment de la crise financière de 2008, cette note avait été revue largement à la baisse par l'agence de notation, qui l'avait estimée à BBB+. Une telle progression illustre la bonne santé des finances publiques irlandaises, dont l'Agence nationale de gestion du Trésor irlandais (NTMA) s'est félicitée, ajoutant qu'elle comptait émettre entre 10 et 14 Mds EUR d'obligations de référence au cours de l'année 2026.

Le gouvernement dévoile un plan de soutien de 250 M EUR destiné aux ménages et aux entreprises touchés par la flambée des coûts énergétiques.

Pour faire face à la crise énergétique, le gouvernement a mis en place des mesures visant à réduire les droits d'accise⁴ de 20 centimes sur le litre de gazole routier, de 15 centimes sur le litre d'essence et de 3 centimes sur le litre de gazole non routier⁵, jusqu'à la fin du mois de mai. Également, les modifications prévues sur la taxe de l'Agence nationale de réserve pétrolière (Nora) se traduiront par une réduction

² En septembre 2024, la CJUE a rendu une décision définitive obligeant Apple à rembourser 13 Mds EUR d'arriérés fiscaux à l'Irlande. Les versements de l'amende sont répartis dans le temps.

³ L'IFAC ne les nomme pas explicitement, mais la presse nationale a facilement déduit l'identité des entreprises concernées.

⁴ Les droits d'accises sont des impôts indirects sur l'utilisation ou la vente de certaines catégories de produits, comme l'alcool, le tabac et l'énergie.

⁵ Carburant fiscalement avantageux, à destination des engins non routiers.

effective des prélèvements gouvernementaux de 2 centimes supplémentaires sur le diesel et l'essence, pour une période de deux mois. Les modifications apportées à l'allocation de chauffage vont permettre aux 470 000 ménages bénéficiaires de bénéficier d'un soutien de 152 EUR pour les mois d'avril et de mai.

Commerce international

En 2025, l'Irlande a vu ses exportations de biens augmenter de +16,8%, pour atteindre un montant total record de 260 Mds EUR.

Passée l'explosion des exportations irlandaises de biens au S1 2025 (+40% en g.a.)⁶, ces dernières ont nettement ralenti au S2 2025, accusant une baisse de -4,6% en g.a. par rapport au S2 2024. Ce « retour à la normale » s'est surtout effectué sur les mois d'octobre (-20,4% en g.a.) et de novembre (-20,3% en g.a.). Plus de la moitié des exportations irlandaises de biens est imputable au secteur pharmaceutique (53% des exportations totales⁷). Les États-Unis restent le premier partenaire commercial de l'Irlande, comptant pour 43% des exportations irlandaises de biens et 16% des importations.

Les échanges commerciaux bilatéraux entre la France et l'Irlande enregistrent une baisse pour la 2e année consécutive

Selon les Douanes Françaises, le volume total des échanges entre la France et l'Irlande s'est établi à 12,8 Mds EUR en 2025, en baisse de -9,2% par rapport à 2024 en lien avec la diminution combinée des exportations françaises, qui font perdre à la France son statut de premier fournisseur européen de l'Irlande (4,8 Mds EUR, -13,7%) et, dans une moindre mesure, des importations depuis l'Irlande (8 Mds EUR, -6,4%). Ce recul fait suite à celui de 2024, confirmant le ralentissement des échanges commerciaux bilatéraux suite au pic de 2023 (17,3 Mds EUR), dû notamment à la baisse des échanges de produits pharmaceutiques et chimiques entre les deux pays avec notamment une baisse de -60,8% d'exportations de produits chimiques de la France vers l'Irlande en 2025, en g.a.

Inflation, consommation et épargne

L'inflation (IPCH) repart à la hausse suite à la hausse des coûts de l'énergie.

En mars 2026, l'inflation a augmenté de +3,6% en glissement annuel, en hausse par rapport au mois précédent (+2,7% en g.a.). Les secteurs ayant enregistré les plus fortes augmentations ont été ceux des vêtements (+9,0 %), des services d'enseignement (+8,9 %) et du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres combustibles (+7,2 %). Dans les deux *scenarii* divergents construits par la BCI par rapport à son scénario de

⁶ Évolution largement due au phénomène de « front loading » en réponse à l'annonce des droits de douanes américains – qui avaient notamment vu, sur les cinq premiers mois de 2025, une hausse des exportations irlandaises de biens vers les États-Unis de +153% en g.a., surtout portées par le secteur pharmaceutique.

⁷ Dernier rapport de l'IPHA (Irish Pharmaceutical Healthcare Association)

référence, une hausse de +47% des prix du pétrole et de +86% des prix du gaz, avec un retour à la normale début 2027 (scénario « adverse », se traduirait par un taux d'inflation moyen de 3,6% en 2026 (+0,7% par rapport à l'estimation de base). Dans le scénario « severe » (hausse des prix de l'énergie équivalente mais avec un retour à la normale prévu en 2028), l'inflation s'établirait respectivement à 4,2 % et 3,8 % en 2026 et 2027.

Le ministre des Finances irlandais a annoncé la création d'un nouvel instrument financier visant à mieux valoriser l'épargne.

Alors que le revenu médian des ménages irlandais atteint un pic de 61 666 EUR au début de l'année 2026 d'après les données du CSO (*Central Statistics Office*), soit une augmentation de +4,7% en g.a., leur taux d'épargne a diminué, passant de 14,8% au T3 2025 à 12,42% au T4 2025. L'épargne totale des Irlandais est ainsi estimée à 171 Mds EUR, celle-ci étant jugée « dormante » car concentrée sur des comptes en banques, généralement peu rémunérateurs : fin 2025, les trois plus grosses banques irlandaises (AIB, Bank of Ireland et PTSB) rémunéraient les comptes courants de leurs clients à un taux moyen de 0,13%, contre 0,25% pour la zone euro. Pour mieux rémunérer et rediriger cette épargne, le gouvernement a annoncé sa volonté d'introduire dès 2027 un instrument fiscalement avantageux et dirigé vers les entreprises domestiques et européennes, le SIA (*Savings and Investment Account*)

Finance et banques

Les banques irlandaises ont lancé Zippay, une plateforme nationale de paiement account-to-account (A2A).

Disponible directement sur l'application des trois banques à l'initiative de ce système – Allied Irish Banks (AIB), Bank of Ireland et Permanent TSB (PTSB) –, la plateforme permet aux clients de ces dernières d'envoyer de l'argent à un autre client en utilisant uniquement son numéro de téléphone portable, évitant ainsi de communiquer ses coordonnées bancaires traditionnelles, telles que l'IBAN ou le numéro de carte. Cette initiative, mise en œuvre par la fintech italienne Nexi, répond à une demande de plus en plus pressante de la population irlandaise de pouvoir bénéficier de ce service devenu indispensable et proposé depuis plusieurs années déjà par les néo-banques implantées sur le territoire national comme Revolut, N26 ou encore Monzo : celles-ci connaissent ainsi un vrai succès auprès des Irlandais sans toutefois remplacer les banques traditionnelles à ce stade – à l'image des 3 M de clients irlandais chez Revolut, mais dont seulement 5% d'entre eux y disposent de leur compte bancaire principal.

Défense et sécurité

L'Irlande prévoit d'acheter jusqu'à 2 Mds EUR d'achats d'équipements militaires français.

L'Irlande a publié son Cadre stratégique pour la transformation des forces de défense à l'horizon 2026 et un Plan de mise en œuvre du rapport de la Commission sur les forces de défense. Tous deux seront financés dans le cadre du budget de la défense existant,

avec 1,7 Md EUR d'investissements en capital, comme prévu dans le *National Development Plan* pour 2025-2030 (soit +55% par rapport au plan quinquennal précédent). L'Irlande a notamment annoncé plusieurs contrats de gouvernement à gouvernement pour des achats d'équipements militaires français : véhicules blindés et systèmes d'artillerie (600 M EUR), système de sonars (60 M EUR), matériel de communication (100 M EUR), système de radar (500 M EUR), et avions (300 M EUR). Au-delà de l'aspect commercial, le partenariat prévoit des achats groupés au niveau européen via le programme SAFE et un partage accru de renseignements, visant à réduire les coûts et à soutenir l'industrie de défense.

L'alumine produite à Aughinish est exportée vers des fonderies qui vendent de l'aluminium à un négociant approvisionnant des fabricants d'armes russes.

Selon une enquête de l'Irish Times et de Organized Crime and Corruption Reporting Project, la raffinerie Aughinish Alumina (Limerick), détenue par Rusal, exporte de grandes quantités d'alumine vers des fonderies russes pour y être transformée en aluminium. L'aluminium est ensuite vendu à une société commerciale moscovite qui approvisionne l'industrie militaire russe, contribuant indirectement à la production d'armes utilisées dans la guerre en Ukraine. N'étant pas soumises aux sanctions européennes, les importations russes d'alumine irlandaise ont grimpé de 394 430 à 826 584 tonnes entre 2020 et 2024, avant de reculer l'an dernier (CSO). Depuis la guerre, la Russie est devenue le principal client de l'usine (68 % des ventes contre 23 % en 2020).

Le gouvernement irlandais se déclare en faveur d'un assouplissement facilitant le financement des PME dans le secteur de la défense.

Le ministre des Entreprises, Peter Burke, a proposé de supprimer l'obligation pour IDA Ireland et Enterprise Ireland d'obtenir l'approbation du gouvernement avant de soutenir des PME irlandaises impliquées dans l'industrie de défense. Cette contrainte législative est jugée obsolète alors que les secteurs duaux avec des applications civiles et militaires (cybersécurité, radars, cryptologie...) sont en expansion. Cette mesure intervient dans un contexte de préoccupations liées au prochain budget européen, où l'Irlande pourrait contribuer à hauteur de 7,3 Mds EUR aux dépenses européennes de défense, sans en tirer de bénéfices, en raison de sa faible participation aux projets éligibles, tout en subissant une baisse des financements agricoles. Cette mesure constituerait une opportunité pour que davantage d'entreprises irlandaises accèdent au Fonds européen pour la compétitivité prévue dans le budget européen post 2027.

Industrie, numérique et innovation

Affaire Grok : X dans le viseur des régulateurs irlandais.

Deux enquêtes ont été ouvertes par les régulateurs irlandais dans le cadre du scandale Grok, l'outil d'IA intégré de la plateforme X, dont le siège européen est basé à Dublin. La première, lancée fin janvier par la Commission européenne au titre du règlement européen sur les services numériques (DSA), associe le régulateur irlandais – la *Coimisiún na Meán* – afin d'enquêter sur la diffusion de contenus illégaux dans l'UE d'images à caractère sexuel non consenties impliquant des adultes et des enfants. La seconde

enquête, ouverte le 17 février par la Commission irlandaise de protection des données (DPC) vise de possibles violations du règlement général sur la protection des données (RGPD), liées au traitement non consenti de données personnelles de personnes réelles résidant dans l'UE. La plateforme X fait déjà l'objet d'enquêtes et de sanctions au titre du DSA, notamment en matière de modération de contenu.

L'Irlande lance son Centre national de compétences sur les semi-conducteurs.

En février, l'Irlande a lancé IC-3, son Centre national de compétences dans le domaine des semi-conducteurs, destiné à soutenir l'innovation des start-ups et PME irlandaises. Le centre, qui regroupe des grandes universités dublinoises et des clusters industriels, sera coordonné par le Tyndall National Institute, l'institut de recherche technologique de l'Université de Cork. Le projet est soutenu par Entreprise Ireland et bénéficie également d'un financement européen dans le cadre du Chips Act européen. L'IC-3 offrira aux start-ups des ressources diverses tant sur le financement, la formation, les outils de conception que sur les lignes pilotes de production. Ce projet s'inscrit dans la stratégie nationale irlandaise « Silicon Island » (lancée en mai 2025), qui vise à consolider l'attractivité de l'Irlande dans un secteur stratégique qui compte déjà plus de 130 entreprises domestiques et étrangères, employant plus de 20 000 personnes.

Logement

Déjà limité à 35 000 logements en 2026 faute de matériaux, le secteur devra recruter jusqu'à 110 000 travailleurs d'ici 2030 pour atteindre les objectifs gouvernementaux.

L'enquête de la Hardware Association révèle que les fournisseurs de matériaux de construction en Irlande prévoient de produire de quoi construire 35 000 logements en 2026 – bien loin de l'objectif gouvernemental de 50 000 logements dans l'année. Parallèlement, un rapport de *Property Industry Ireland* souligne que le secteur devra recruter entre 95 000 et 110 000 travailleurs supplémentaires d'ici 2030 pour atteindre ces objectifs, soit environ 25 000 personnes par an, en raison d'une pénurie persistante de main-d'œuvre, d'un déficit de plus de 54 000 emplois par rapport à 2007 et d'un vieillissement du personnel (20 % partiront à la retraite dans les 10 ans).

Une nouvelle réforme des loyers est entrée en vigueur.

À partir du 1er mars 2026, l'Irlande met en place un nouveau système national de contrôle des loyers pour toutes les locations privées et les logements étudiants. La réforme introduit un bail minimum de six ans, tout en limitant la capacité des propriétaires à résilier les contrats, en particulier pour les grands bailleurs. Remplaçant l'ancien système de Rent Pressure Zone, les loyers ne pourront être augmentés qu'une fois par an et plafonnés au niveau national à 2 % ou ajustés sur le taux d'inflation, le plus bas des deux étant retenu.

Energie

Un adulte irlandais sur trois soutient la construction de centrales nucléaires

Le soutien à l'énergie nucléaire progresse en Irlande : un adulte irlandais sur trois se dit désormais favorable à la construction de centrales nucléaires dans le pays, contre 28 %

l'an dernier, selon le rapport *Powering Tomorrow* de KPMG. Dans un contexte de crise des prix de l'énergie, plusieurs ministres, dont J.Chambers et J.Lawless, soutiennent ouvertement une réévaluation de l'interdiction du nucléaire, mettant en avant les avancées technologiques des Petits Réacteurs Modulaires (SMR). Le Taoiseach M.Martin et le Tánaiste S.Harris se disent « ouvert », malgré des réserves sur les coûts et les délais. Billy Kelleher, député européen du Fianna Fáil (Renew), a déclaré qu'il présenterait une motion en faveur de l'énergie nucléaire lors du congrès de son parti en mai 2026.

L'Irlande pourrait connaître une pénurie d'électricité d'ici 2 à 5 ans, à cause d'une forte hausse de la demande poussée par l'essor des centres de données.

L'Irlande pourrait connaître une pénurie d'électricité d'ici 2 à 5 ans, en raison de la forte hausse de la demande (estimée à + 19% d'ici 2034 par Eirgrid) poussée par les raccordements des centres de données, la construction de 300 000 logements et l'électrification des transports. La *Commission for Regulation of Utilities* (CRU) évoque un risque « plausible » sans être imminent. En parallèle, la CRU a annoncé la fin du moratoire sur les raccordements des centres de données (22 % de la consommation électrique nationale, potentiellement 30 % d'ici 2030), en exigeant une production sur site de l'équivalent de leur consommation électrique, dont 80 % à partir d'énergies renouvelables. Puis, le gouvernement a publié 17 mesures dans le *Large Energy User Action Plan* (LEAP), pour faciliter les investissements dans les secteurs énergivores en encourageant leur implantation près des sources d'énergie renouvelable.

Les ménages irlandais paient 360 EUR/an de plus que ceux d'Europe de l'Ouest.

Selon le Nevin Economic Research Institute (NERI), les ménages irlandais dépensent en moyenne 360 EUR de plus par an pour l'électricité que la moyenne de l'Europe de l'Ouest. Les prix ont quadruplé depuis 1996, bien au-delà de l'inflation générale. L'Irlande est passée d'un des pays les moins chers à l'un des plus chers de l'UE15 pour la consommation domestique. Les coûts industriels sont également élevés : au premier semestre 2025, les prix hors TVA pour les grands consommateurs étaient 80 % supérieurs à la moyenne de la zone euro.

Affaire Cooglass : la Cour suprême clarifie les obligations en matière de climat dans les décisions d'urbanisme.

En février 2026, la Cour suprême a précisé que les autorités de planification doivent désormais intégrer un « test de cohérence climatique » dans chaque décision d'urbanisme. L'affaire Coolglass, concernant le refus d'un permis de 10 ans pour un parc éolien dans le comté de Laois, a servi de cadre : la Cour a confirmé que les autorités de planification ont l'obligation légale de veiller à ce que toute décision d'accorder ou de refuser un permis de construire soit conforme aux objectifs climatiques du *Climate Action and Low Carbon Development Act 2015*, même si elles diffèrent des plans locaux. Cette obligation, qui rend toute décision prise sans analyse climatique susceptible d'être annulée, pourrait influencer les décisions futures concernant des projets énergétiques, les centres de données et le projet gouvernemental de terminal de GNL.

Transport

Keolis récupère le contrat d'exploitation du Luas à Dublin

La joint-venture franco-britannique formée par Keolis (65%) et Amey (35%) a remporté l'appel d'offres pour l'exploitation et la maintenance du réseau de tramway Luas de Dublin, succédant à Transdev, opérateur historique depuis le lancement du réseau il y a 22 ans. Le nouveau contrat débutera le 1^{er} septembre 2026 pour une durée initiale de sept ans, avec une option d'extension de pouvant aller jusqu'à 6 ans supplémentaires. Il couvre l'exploitation et la maintenance du réseau, qui a enregistré 54 M de voyages en 2024, ainsi que des opérations lourdes de rénovation du matériel roulant. Une partie des salariés devraient être transférée au nouvel opérateur.

Dublin se prépare à la billetterie sans contact à 270 M EUR d'ici 2028

Le système de paiement sans contact pour les transports publics du Grand Dublin sera déployé d'ici mi-2028, avec un coût estimé entre 228 et 270 M d'euros hors TVA, selon le ministère des Transports. Le projet permettra aux passagers de payer avec cartes bancaires, téléphones et autres appareils connectés sur bus, trains, trams et services régionaux. La mise en œuvre commencera dès 2027 avec de nouveaux validateurs et comprendra la modernisation de 240 portiques de gares, 1 000 validateurs dans les stations Luas et Iarnród Éireann, et plus de 2 800 validateurs à bord des bus.

Environnement et climat

L'Irlande n'atteindra pas son objectif de réduction des émissions de GES de moitié, déclare le ministre du Climat et de l'Énergie Darragh O'Brien

L'Irlande ne devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre que de 20 à 30 % d'ici 2030 par rapport à 2018, bien en deçà de l'objectif national de 51 %, a déclaré le ministre du Climat, Darragh O'Brien. Il a toutefois précisé que des réductions substantielles et rapides seraient observées dès le début des années 2030, quand l'énergie éolienne en mer serait intégrée au réseau national. Il a aussi reconnu que l'Irlande n'atteindra pas ses objectifs en matière énergie éolienne pour 2030 (5 GW).

Selon le NPWS, 90 % des habitats naturels en Irlande sont en mauvais état

Un rapport du National Parks and Wildlife Service (NPWS), exigé tous les 6 ans en vertu de la directive Habitats de l'UE, révèle que 90 % des habitats protégés irlandais sont dans un état de conservation défavorable (85% en 2019), dont 51% se dégradent (9% s'améliorent). Le rapport note que 48 % des habitats sont en mauvais état, 42 % dans un état insuffisant et seulement 10 % dans un état favorable. En revanche, les espèces animales et végétales (hors oiseaux) se portent mieux : 58 % des 60 espèces protégées par l'UE sont dans un état de conservation « favorable » et plus des deux tiers affichent des tendances soit stables (57%), soit en amélioration (13%). Les autorités soulignent l'urgence d'agir alors que ce rapport (+ 1 000 pages) servira de base pour le premier *Nature Restoration Plan de l'Irlande*, qui doit être soumis à l'UE d'ici septembre 2026.

Actualités du Service Economique

Signature du Cadre Stratégique Conjoint (2026-2030) entre la France et l'Irlande



De gauche à droite : H. McEntee, ministre des Affaires Étrangères et du Commerce & J-N. Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

La France et l'Irlande ont convenu d'un Cadre Stratégique Conjoint (2026-2030) qui définit une nouvelle orientation stratégique ambitieuse pour les relations franco-irlandaises. Ce Cadre Stratégique Conjoint a été signé à Paris le 19 novembre 2025, entre Helen McEntee, ministre des Affaires Étrangères et du Commerce, et Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. Il s'appuie sur un plan d'action assorti d'objectifs concrets pour les deux prochaines années.

Création du Trophée Solidarité entre les équipes française et irlandaise de rugby



De gauche à droite :
B. O'Driscoll (ancien capitaine de l'Irlande), SE Céline Place & J. O'Driscoll (président de IRFU).

Issu d'une collaboration entre le SE de Dublin, les ambassades de France en Irlande et d'Irlande en France et les deux fédérations, le Trophée Solidarité (*Solidarity Trophy*) a été dévoilé en février 2026. Nouveaux symboles de l'amitié franco-irlandaise dans le rugby, deux trophées identiques récompensent, chaque année, les vainqueurs des rencontres Irlande-France, du Tournoi des Six Nations (masculin et féminin). Conçu par Thomas Lyte, son design en spirale évoque les liens durables entre les deux nations, rivales sur le terrain mais partenaires de longue date.

Visite du Vice-premier ministre et ministre des Finances, Simon Harris, à Paris



De gauche à droite : S.Harris, Tánaiste et ministre des Finances & Roland Lescure, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

A l'occasion de la Saint-Patrick, moment clé de la « diplomatie du trèfle », le vice-Premier ministre et ministre des Finances, Simon Harris, s'est rendu à Paris pour une série de visite avec la communauté d'affaires franco-irlandaise. Il a également rencontré son homologue français, Roland Lescure, pour un échange centré sur les priorités de la future présidence irlandaise du Conseil de l'UE. L'occasion de saluer et promouvoir les liens économiques unissant les deux pays, alors que la France est désormais le partenaire économique européen le plus proche de l'Irlande.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Dublin

maxime.auge@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service économique de Dublin

Abonnez-vous : gregoire.bourdais@dgtresor.gouv.fr ; alais.diebold@dgtresor.gouv.fr